



Marché Public de fournitures

Règlement de consultation RC

Pouvoir adjudicateur

SICTOM NORD ALLIER

RD 779 Prends-y-garde

03230 Chézy

Tel : 04.70.46.77.19

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Président

Objet du marché – **2026PA01**

Fourniture, livraison et installation de colonnes semi-enterrées pour :

- **la collecte des emballages ménagers recyclables (papier-plastique-métal/verre)**
Colonnes de capacité 4 et/ou 5 m3.
- **la collecte des déchets ménagers résiduels (OMR)**
Colonnes de capacités de 5 m3

Date limite de remise des offres
23 novembre 2026 à 14 heures

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :
 SICTOM NORD ALLIER
 RD 779
 Prends-y-garde
 03230 Chézy
 Tél : 04.70.46.77.19
 Profil acheteur : : www.marches-publics.info
 L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Article 2 – Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.
 La présente consultation est une consultation initiale.

Article 3 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Fourniture, livraison et installation de colonnes semi enterrées pour :

- Collecte des emballages ménagers recyclables (papier-plastique-métal/verre) - colonnes de capacité 4 et/ou 5 m³
- Collecte des déchets ménagers résiduelles (OMR) - colonnes de capacité de 5 m³

Article 4 – Découpage des prestations

Il n'est pas prévu de découpage en lots. Les prestations seront attribuées par accord-cadre unique.

Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
34928480-6	Conteneurs et poubelles de déchets

Article 5 – Forme(s) du/des accord-cadre(s)

Accord-cadre à bons de commande monoattributaire passé par un pouvoir adjudicateur avec quantités minimum et maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 6 – Quantité

- **EMR et VERRE**

Quantité minimum pour la durée du marché : 4 colonnes semi-enterrées

Quantité maximum pour la durée du marché : 25 colonnes semi-enterrées

- **OMR**

Quantité minimum pour la durée du marché : 2 colonnes semi-enterrées
 Quantité maximum pour la durée du marché : 20 colonnes semi-enterrées

Article 7– Durée de l'accord-cadre

Le marché pourra faire l'objet d'1 reconduction tacite sans que sa durée totale ne puisse excéder 2 ans.

- ✓ Période ferme : du 01/01/2027 au 31/12/2027
- ✓ 1^{ère} reconduction : du 01/01/2028 au 31/12/2028

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le marché. Il notifiera alors sa décision de non reconduction deux (2) mois avant le 1^{er} janvier de l'année de reconduction du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non reconduction le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction se fait sans droit à indemnité.

Article 8 – Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

Article 9 - Clause de réexamen

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique, et selon les modalités suivantes :

Clause de réexamen : le titulaire du marché est informé par le pouvoir adjudicateur de la modification du contrat ou il informe le pouvoir adjudicateur de la nécessité de modifier le contrat. Les modifications font alors l'objet d'échanges écrits entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché. Il est ensuite procédé à la formalisation de ces modifications par un document écrit, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et/ou le titulaire du marché. Ces modifications peuvent concerner : les clauses de variations du prix (si la clause s'avère inadaptée ou si un indice venait à disparaître ou à changer), les prestations supplémentaires devenues nécessaires pour finaliser les prestations en cours, la quantité maximum annuel du marché, une modification non substantielle des prestations à la hausse ou à la baisse, l'évolution de la réglementation et la nécessité de s'y conformer.

En outre, des raisons techniques, tarifaires, ou inhérentes à l'identité du titulaire, pourront avoir pour effet de modifier le présent marché public.

La mise en œuvre de la clause de réexamen, se fera suivant les cas, par l'émission d'un ordre de service, ou par la conclusion d'un avenant.

Article 10 – Conditions environnementales

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les conditions d'exécutions suivantes : Le titulaire du contrat devra veiller, dans le cadre des prestations lui incombant, au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnementale.

Conformément au décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2024, l'acheteur doit justifier de la proportion des achats réalisée avec des matériaux intégrant des matières recyclées et le cas échéant issus du réemploi ou des circuits de réutilisation, selon des familles d'achat spécifiées (catégories de produits listés par le décret). **Cette consultation relève de la famille d'achats « Equipements de collecte des déchets ».**

Pour permettre au pouvoir adjudicateur de vérifier le respect de l'atteinte de cet objectif et en assurer le suivi, le titulaire devra fournir annuellement le montant HT des achats opérés par la collectivité dans le cadre du présent marché par l'intermédiaire du tableau AGECE ci-joint. Cette information devra être fournie au service commande publique à l'issue de chaque année civile et au plus tard le 15 février suivant l'année civile concernée.

Article 11 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est composé de :

- Le présent règlement de consultation,
- L'acte d'engagement,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le Détail Quantitatif Estimatif,
- Le tableau AGECE à compléter chaque année
- Formulaire DC1, DC2

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : [https:// : www.marches-publics.info](https://www.marches-publics.info)

Article 12 – Modifications mineures du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 13 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint

- Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 12 - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie

(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Article 14 – Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

L'acheteur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Article 15 – Conditions de participation et moyens de preuve acceptables

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même

Article 16 – Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation d'une candidature ou d'une offre. Cependant, après l'attribution de l'accord-cadre, il pourra être exigé du groupement titulaire d'adopter la forme juridique du groupement solidaire.

Article 17 – Restrictions liées à la présentation des candidatures

La même entreprise ne peut pas présenter pour l'accord-cadre plusieurs candidatures, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Article 18 – Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 100 et énoncés ci-dessous :

1. Valeur technique pondérée à 50%

*au vu du mémoire technique

2. Prix pondéré à 35 %.

La notation se fera par rapport au prix du DQE

*Note de l'offre = ((Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation))*

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue = 40 pts

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (**offres anormalement basses exclues**)

3. Délai de livraison pondéré à 10%

Le délai d'exécution pondéré à 10%, noté sur 10 points par application de la formule ci-dessous :

*Délai de l'offre = ((Délai le plus court / Délai proposé par le candidat) * Base de notation))*

- Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue = 10 pts

- Délai proposé par le candidat = correspond au délai à évaluer.

- Délai le plus court = correspond au délai le plus court proposé par tous les candidats

4. Performance en matière de protection de l'environnement – 5%

*au vu du mode de fabrication des colonnes et du mode de livraison proposée.

Si le résultat obtenu s'avérait négatif, la note retenue sera 0.

Article 19 – Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété, daté par le candidat. Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.
- Un devis descriptif et estimatif détaillé.
- Un mémoire justificatif tel que :
 - un engagement précisant la durée de garantie pour l'ensemble de la colonne ou certaines parties (garantie pièces et main d'œuvre)

- une fiche de préconisations d'entretien et de nettoyage avec fréquences de remplacement des pièces
- un bordereau de prix unitaire des principales pièces composant une colonne enterrée, avec les délais de livraison à compter de l'envoi du bon de commande
- un descriptif du SAV : adresse, délais d'intervention, mode de fonctionnement, le coût horaire d'une maintenance préventive et curative nécessaire à la pérennité du matériel après la garantie...
- les points indiqués dans le CCTP et CCAP (article 27 – Formation)
- les points concernant les démarches environnementales de la société et des éléments demandés concernant le critère sur la performance en matière de protection de l'environnement.

Article 20 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Article 21 – Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Article 22 – Conditions générales d'envoi ou de remise des offres

La présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Les plis devront être transmis par voie électronique via le service : www.marches-publics.allier.fr
Le candidat trouvera toutes les informations nécessaires au dépôt de son offre sur le site.

Article 23 - Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé(e) par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). La production d'un document d'habilitation, signé de façon électronique par chaque membre du groupement, sera exigé du seul attributaire.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

Article 24 - Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérés par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

Article 25 – Demande de renseignements

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront faire parvenir leur demande via la plate-forme de dématérialisation accessible par : www.marches-publics.info

Il revient au candidat d'informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement d'adresse (courriel ou courrier), afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, modifications).

Article 26 – Phase de négociation

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Après réception et examen des offres, une phase de négociation pourra être engagée avec tous les candidats.

Les offres irrégulières ou inacceptables seront admises à la négociation. Néanmoins, les offres irrégulières ou inacceptables ne pourront être retenues que si elles deviennent régulières ou acceptables suite aux négociations. A l'issue de la négociation, un classement sera effectué.

Article 27 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (SIREN ou SIRET) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1°

de l'article R. 2143-13 ou, si l'entreprise est étrangère, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la Commande Publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles L2312-27, R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire de l'accord-cadre dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

Une fois ces pièces remises, l'acte d'engagement est signé par l'attributaire, si celui-ci ne l'était pas initialement. En cas de groupement celui-ci sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.